



jti **CERTIFIÉ**

BNA

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

PRIX DES PRODUITS DE BASE EXPORTÉS PAR LES PAYS DE L'UEMOA

Hausse de 1,6%, en avril 2025 Page 3



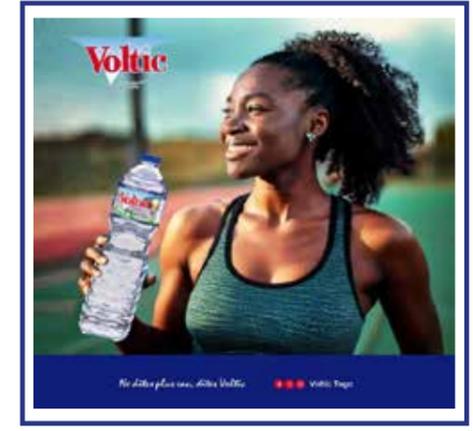
Le Togo renforce son engagement pour la recherche et l'innovation P.4



Ce que le contribuable ignore sur l'utilité de son argent P.2

CEMAC

Monnaie sonnante 'Type 2024' 35 % en circulation P.6



CANALBOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

TESTEZ CHEZ VOUS VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX **INSTALLATION DE LA BOX 100% GRATUITE***

8866 Coût de l'appel : 20 FCFA.

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025. Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

ÉLIGIBLE !

www.canalbox.tg

Péages routiers

Ce que le contribuable ignore sur l'utilité de son argent

Le nouveau poste de péage d'Aného est devenu opérationnel. Il s'agit du 20e péage officiellement en service au Togo. Derrière cette barrière où l'usager s'acquitte parfois à contrecœur d'un droit de passage, se cache pourtant une logique simple mais essentielle : l'entretien de nos routes. Et les chiffres sont sans appel.

Yves ATCHANOUVI

Les conducteurs empruntant la route nationale n°2, à l'entrée d'Aného, doivent désormais s'arrêter au PK 25+00 pour s'acquitter des droits d'usage. Ce poste de péage remplace celui de Vodougbe (PK 26+100) et marque un nouvel élan dans le développement de l'infrastructure routière nationale. Au-delà de l'aspect purement administratif, ce 20e poste de péage symbolise une transformation plus profonde, celle d'un système de financement autonome pour l'entretien des routes togolaises, un système porté par la Safer.

37,9 milliards de francs CFA en 2023 pour nos routes

L'année 2023 a marqué un tournant historique. Selon les données présentées par la Société autonome de financement de l'entretien routier (Safer), 37,9 milliards de francs CFA ont été injectés dans l'entretien du réseau routier national, un record absolu. En comparaison, en 2019 et 2020, ces dépenses n'avaient pas dépassé 17 milliards.

Cette montée en puissance est progressive mais significative. Ces efforts permettent la réhabilitation,



le désenclavement et la modernisation de routes dans toutes les régions du pays. Routes rurales, nationales, axes stratégiques : aucun segment n'est oublié. C'est ce qui garantit aujourd'hui aux populations un accès plus rapide aux écoles, aux centres de santé, aux marchés agricoles et réduit considérablement les temps de transport.

D'où vient l'argent ?

Contrairement aux idées reçues, ce que paie le contribuable aux postes de péage n'est pas une taxe opaque, mais une contribution directe à l'entretien des routes qu'il utilise quotidiennement. En 2023, les ressources globales

mobilisées par la Safer s'élèvent à 26,1 milliards de francs CFA, dont 37 % proviennent des recettes des péages.

Ces recettes permettent à la Safer de planifier ses interventions sans dépendre entièrement de subventions étatiques ou de financements extérieurs. Derrière chaque ticket de péage, il y a des effets mesurables sur le quotidien des Togolais.

Ces retombées vont bien au-delà de la simple circulation automobile. Elles touchent la sécurité, l'économie locale, l'éducation, la santé et même l'environnement. Les routes entretenues régulièrement grâce aux recettes de la Safer permettent de réduire les détériorations rapides de chaussée, souvent dues aux

intempéries et à l'intensité du trafic. Pour de nombreux transporteurs, cela signifie des économies allant jusqu'à plusieurs dizaines de milliers

de francs CFA par mois, un gain non négligeable.

Un réseau routier en bon état, avec une signalisation visible et des accotements dégagés, réduit considérablement le risque d'accidents mortels. Selon les services de sécurité routière, plus de 30 % des accidents graves au Togo sont liés à l'état défectueux des routes.

En assurant l'entretien régulier, les péages participent donc directement à sauver des vies humaines. Sur les routes réhabilitées ou désenclavées, le temps de parcours est considérablement réduit. Prenons l'exemple de la route nationale n°1 entre Lomé et Atakpamé.

Après les travaux, le trajet est passé de plus de 5h à 3h30 en moyenne, avec moins de

ralentissements dus à l'état de la chaussée. Les travaux financés par la Safer ne se concentrent pas uniquement sur les grands axes.

Chaque année, plusieurs centaines de kilomètres de pistes rurales sont réhabilitées, favorisant ainsi le désenclavement des zones agricoles. Cela permet aux agriculteurs d'acheminer leurs produits plus facilement vers les marchés régionaux ou urbains, limitant les pertes post-récoltes et augmentant leurs revenus.

Chaque poste de péage crée une dizaine d'emplois directs (agents de caisse, contrôleurs, superviseurs) et des dizaines d'emplois indirects : restaurateurs, vendeurs ambulants, mécaniciens, etc. De plus, les travaux d'entretien impliquent des entreprises locales et de la main-d'œuvre togolaise, contribuant à la réduction du chômage, en particulier chez les jeunes.

Certains chantiers intègrent également des femmes dans les activités de nettoyage et d'entretien des abords de route, renforçant ainsi leur autonomisation économique. Le péage n'est pas une sanction. C'est un mécanisme de solidarité nationale. En payant 200, 500 ou 1 000 FCFA à une barrière, l'usager participe à l'entretien de la route qu'il emprunte, mais aussi à celles que d'autres utilisent ailleurs dans le pays. Cet argent permet de désenclaver des villages, d'éviter des accidents, de sauver du temps et parfois même des vies.

superamco
Les courses faciles

ECO & FINANCES

Statut: Société Autonome de Togo - REC N° 0602/11/12/1599AG/0643/01/06/2822/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan

derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA

Hausse de 1,6%, en avril 2025

Selon la note de conjoncture économique au titre du mois de mai 2025, dans les pays de l'UEMOA, récemment rendue publique par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a enregistré, en avril 2025, une hausse de 1,6%, tirée par l'augmentation des prix des produits non énergétiques, notamment les métaux précieux, les fertilisants, les minéraux et autres métaux ainsi que les produits agricoles.

Bernard AFAWOUBO

D'après la banque centrale, cette évolution résulte de l'augmentation des prix des produits non énergétiques, en particulier les métaux précieux (or : +7,2%) ; certains fertilisants comme les phosphates (+3,2%), les minéraux tels que l'uranium (+1,5%) et certains produits agricoles, dont les huiles de palmiste (+4,3%) et d'arachides (+0,4%), le cacao (+1,1%) et le coton (+0,2%).

L'accroissement de l'indice a été atténué par l'affaiblissement des cours de produits énergétiques (gaz naturel : -11,7% et pétrole : -7,7%), de l'huile de palme (-17,9%), du caoutchouc (-14,2%) et du café (-4,4%), ainsi que du zinc (-2,2%). Le renchérissement de l'or s'explique par plusieurs facteurs, notamment l'aversion au risque alimentée par les tensions politiques autour de la Réserve fédérale (FED), la dépréciation du dollar américain, les menaces tarifaires et les craintes accrues de ralentissement économique et d'inflation. Les prix des phosphates ont progressé, sous l'effet d'une demande saisonnière soutenue en Inde et en Afrique de l'Ouest, ainsi que des restrictions à l'exportation mises en place par la Chine. Les cours de l'uranium ont augmenté, en raison des incertitudes entourant la fiscalité future des principaux pays producteurs, notamment le Canada et le Kazakhstan. La montée des cours du cacao fait suite au ralentissement



des exportations de cacao de Côte d'Ivoire. Les récoltes du premier producteur mondial de cacao sont menacées pour la deuxième année consécutive, en raison de fortes pluies et du virus du swollen shoot qui affecte la production de cacao.

La hausse des prix du coton s'explique par les anticipations d'une reprise de la demande, portées par l'optimisme suscité par un éventuel accord commercial entre les États-Unis et la Chine, premier consommateur de coton au monde. En revanche, les cours du pétrole ont reculé sous l'effet de l'annonce par les Autorités saoudiennes d'une hausse de la production visant à gagner des parts de marché, dans un contexte marqué par des anticipations d'augmentation de l'offre de l'OPEP+.

Parallèlement, les tensions commerciales alimentent les craintes de récession mondiale, affectant les perspectives de demande. Les prix du gaz naturel ont chuté en raison d'une offre abondante aux États-Unis et des prévisions de demande plus faibles. La contraction des prix de l'huile de palme est due à

une hausse significative de la production en Malaisie et à l'accumulation des stocks croissants, combinées à une faible demande indienne.

Les prix du caoutchouc ont baissé en raison d'un accroissement de l'offre lié à la récolte en cours. Le repli des cours du café s'explique par les perspectives d'une offre record au Brésil en 2025, ainsi que par un affaiblissement de la demande des géants américains du secteur. Le recul des prix du zinc est dû à une amélioration des conditions d'approvisionnement et à un ralentissement de la demande dans le secteur de la galvanisation, affecté par la hausse des prix de l'acier consécutive aux droits de douane américains.

Par rapport à avril 2024, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a diminué de 1,4%, après un accroissement de 14,1% le mois précédent. La baisse des cours concerne certains produits énergétiques comme le pétrole (-25,1%), les métaux et minéraux (l'uranium : -26,5%), ainsi que les produits agricoles

(coton : -20,8%, cacao : -17,7% et caoutchouc : -9,3%). En revanche, les prix du gaz naturel (+37,5%), des huiles végétales (+32,7%), de la noix de cajou (+56,3%), du café (+32,9%), de l'or (+37,2%), du bois (+25,3%), des phosphates

au Brésil. En revanche, les cours du lait ont reculé sous l'effet des incertitudes liées aux répercussions potentielles des tarifs américains sur le secteur laitier, notamment en Europe. L'affaiblissement des cours du blé est attribuable au niveau élevé des stocks mondiaux et à des conditions agricoles favorables.

En effet, en Amérique du Nord, des précipitations opportunes dans les plaines ont conduit à une révision à la hausse des perspectives pour le blé d'hiver, tandis que la récolte française reste prometteuse. Le fléchissement des cours du riz résulte d'une récolte exceptionnelle en Asie et de stocks abondants en Inde, premier producteur mondial.

Par rapport à la même période de l'année 2024, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 15,0%, après une baisse de 14,3% le mois précédent. Cette dynamique a été imprimée par la diminution des cours du riz (-25,7%), du blé (-5,3%) et du sucre (-4,8%). En revanche, les prix du lait (+11,6%) et de l'huile de soja (+3,2%) se sont renforcés.

Exprimés en franc CFA, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a fléchi de 21,7%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du riz (-28,8%), du sucre (-15,7%), des huiles végétales (-9,5%) et du blé (-9,3%). La montée des cours du lait (+6,8%) a amoindri la tendance.

La note de conjoncture économique au titre du mois de mai 2025 retrace, sur la base des informations disponibles au 20 mai 2025, l'évolution récente de l'environnement international et des économies de l'UEMOA.

Projet VaRRIWA

Le Togo renforce son engagement pour la recherche et l'innovation

Le Togo confirme sa volonté de faire de la recherche et de l'innovation des leviers clés de son développement. C'est dans cette dynamique que se sont inscrits les résultats prometteurs du projet VaRRIWA (Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation en Afrique de l'Ouest), présentés à Lomé ce jeudi 03 juillet 2025. Piloté par le ministère en charge de l'Enseignement supérieur du Togo, cette rencontre marquante entre chercheurs, innovateurs et investisseurs a été soutenue par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF).

Anissatou AFFO

L'objectif central de cette rencontre était de renforcer le pari du Togo sur la recherche et l'innovation, des leviers essentiels pour le développement économique et social du pays. En effet, durant sa mise en œuvre, le projet VaRRIWA a sensibilisé pas moins de 375 acteurs, créant ainsi un élan collectif en faveur de la valorisation des résultats de la recherche. Une des réalisations majeures du projet a été l'établissement d'une plateforme numérique régionale, facilitant la collaboration entre les



différents acteurs de l'innovation en Afrique de l'Ouest.

Le projet a également conduit à la concrétisation de 14 initiatives structurantes, dont quatre ont vu le jour au Togo. Parmi celles-ci, l'Unité de Valorisation des Innovations Agricoles et Agroalimentaires (UVi2A) se distingue par son engagement

à promouvoir les innovations dans le secteur agricole. Un autre projet clé est le Centre d'Accompagnement à la Valorisation des Résultats de la Recherche et d'Innovation (CAVRIS), axé sur le soutien technologique aux chercheurs et entrepreneurs. À cela s'ajoutent des initiatives telles que FORVARITO, qui offre des formations sur

la valorisation des résultats de recherche, et PPVRI, qui favorise les partenariats public-privé pour le financement des projets.

Les résultats du projet VaRRIWA sont éloquentes : la création de 25 entreprises, la génération de 322 emplois, et une avancée significative de 11 points du Togo au Global Innovation Index (GII). Ce dernier est un indicateur mondial qui évalue le dynamisme technologique des pays. Ces progrès soulignent l'importance de l'innovation dans le renforcement de la compétitivité économique du Togo.

Lors de l'atelier, les discussions ont également mis en lumière les défis de financement auxquels sont confrontés les acteurs de l'innovation. Les participants ont exploré les opportunités de co-investissement privé comme réponse à ces défis, soulignant la nécessité d'une synergie entre les secteurs

public et privé.

Pour Dr Kossi Sénamé Dodzi, directeur de la recherche scientifique, l'avenir de l'innovation au Togo dépendra de l'activation de «partenariats gagnant-gagnant». Il a plaidé pour l'établissement d'un écosystème d'innovation durable, capable d'encourager la recherche et d'accompagner les entrepreneurs.

Le projet VaRRIWA représente une étape cruciale dans la stratégie du Togo pour positionner le pays comme un hub d'innovation en Afrique de l'Ouest. Grâce à des initiatives concrètes et à un cadre de collaboration renforcé, le Togo aspire à transformer ses résultats de recherche en réels impacts économiques et sociales, prouvant ainsi que l'innovation est au cœur de son développement.

Nouvelles technologies

Plus de 80 chefs d'entreprise formés à l'intelligence artificielle à Lomé

Plus de 80 dirigeants d'entreprises togolaises, issus de divers secteurs tels que l'agro-industrie, les services, le commerce et la technologie, ont récemment participé à une formation sur l'intelligence artificielle (IA) organisée par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo). Cette session, qui s'est tenue du 1er au 3 juillet à Lomé, vise à renforcer les compétences managériales des entrepreneurs face aux défis posés par les nouvelles technologies.

Anissatou AFFO

Dans un monde où l'IA transforme rapidement les modèles économiques traditionnels, la CCI-Togo a souligné l'importance de l'adaptation technologique et de l'anticipation stratégique. La formation a été conçue pour démythifier l'IA et permettre aux chefs d'entreprise togolais de s'approprier ces nouvelles technologies. Les participants ont ainsi été introduits aux concepts fondamentaux de

l'IA appliquée au monde de l'entreprise, illustrés par des cas d'usage concrets. Les sujets abordés incluaient le choix des technologies appropriées, la structuration des données et l'intégration d'outils novateurs tels que ChatGPT dans les processus métiers.

le président de la CCI-Togo, José Symenouh, a invité les opérateurs économiques à « Une adoption intelligente et souveraine des technologies d'IA pour garantir aux entreprises une place dans l'économie du futur ». Son

message a résonné auprès des participants, qui ont exprimé un vif intérêt pour les applications pratiques de l'IA dans leurs activités professionnelles.

Cette session de formation s'inscrit dans une volonté plus large de la CCI-Togo d'accompagner les entreprises togolaises dans leur transformation numérique. Fort du succès de cette première phase, la CCI-Togo prévoit d'étendre la formation à d'autres régions et secteurs d'activité, dans une optique d'inclusion



numérique. L'ambition est claire : bâtir un écosystème entrepreneurial capable de tirer parti de l'IA, tout en respectant les spécificités économiques et culturelles du pays.

L'initiative de la CCI-Togo reflète une prise de conscience croissante des enjeux liés à l'adoption des technologies numériques et à la nécessité pour les entreprises locales de s'adapter aux évolutions du marché. Avec l'IA venant redéfinir les contours de la concurrence

à l'échelle internationale, cette formation pourrait bien représenter un tournant majeur pour l'économie togolaise.

À l'aube d'une nouvelle ère technologique, les dirigeants d'entreprises togolaises, armés de nouvelles connaissances et compétences, semblent mieux préparés à affronter les défis du futur et à saisir les opportunités offertes par l'intelligence artificielle.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 4 juillet 2025

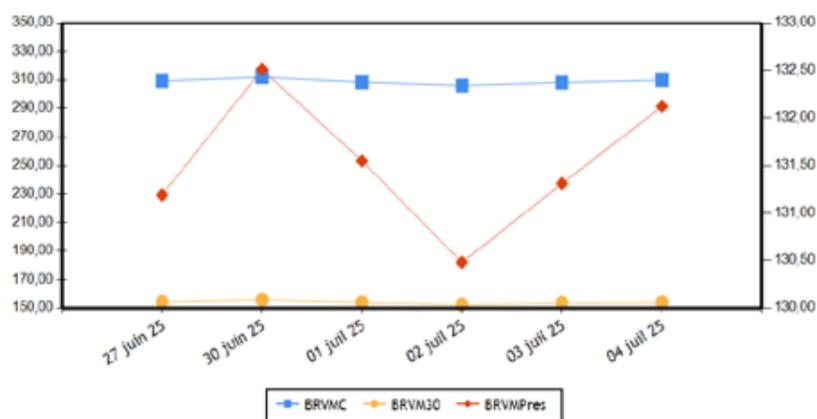
N° 125

BRVM COMPOSITE	309,88
Variation Jour	0,52 %
Variation annuelle	12,27 %

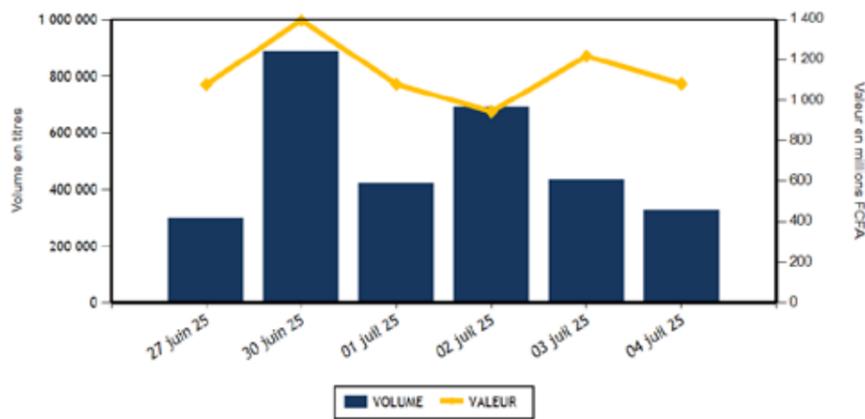
BRVM 30	154,05
Variation Jour	0,24 %
Variation annuelle	11,04 %

BRVM PRESTIGE	132,12
Variation Jour	0,62 %
Variation annuelle	15,05 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 947 783 103 594	0,52 %
Volume échangé (Actions & Droits)	323 410	-24,29 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 079 656 439	-7,57 %
Nombre de titres transigés	44	-4,35 %
Nombre de titres en hausse	21	110,00 %
Nombre de titres en baisse	13	-27,78 %
Nombre de titres inchangés	10	-44,44 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 364 926 267 366	0,01 %
Volume échangé	209	-96,35 %
Valeur transigée (FCFA)	2 264 801	-95,48 %
Nombre de titres transigés	2	-66,67 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	19 320	7,48 %	49,19 %
BERNABE CI (BNBC)	1 320	7,32 %	23,94 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	10 450	7,18 %	5,72 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	11 875	3,26 %	35,02 %
SAFCA CI (SAFC)	670	3,08 %	-6,94 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 500	-3,85 %	13,64 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	580	-3,33 %	-22,67 %
BICI CI (BICC)	16 265	-2,60 %	16,18 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	665	-2,21 %	10,83 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	4 410	-2,00 %	19,67 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	132,12	0,62 %	15,05 %	38 004	308 203 025	9,99
BRVM-PRINCIPAL	37	177,85	1,08 %	28,77 %	285 406	771 453 414	20,73

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	203,97	2,54 %	73,80 %	66 912	282 559 430	45,25
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	732,53	-0,23 %	-4,12 %	7 924	137 136 080	9,96
BRVM - FINANCES	16	122,75	0,90 %	20,64 %	203 067	447 309 814	8,06
BRVM - TRANSPORT	1	350,03	1,42 %	6,53 %	1 086	1 535 840	4,54
BRVM - AGRICULTURE	5	333,07	0,57 %	69,01 %	20 910	152 489 110	10,88
BRVM - DISTRIBUTION	7	374,85	-0,46 %	11,80 %	22 776	55 181 220	38,21
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	666,32	1,71 %	2,60 %	735	3 444 945	12,13

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	95,34	-0,23 %	-4,66 %	6 668	133 451 070	9,88
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	106,19	-0,70 %	6,19 %	19 632	16 315 850	53,13
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	120,64	0,90 %	20,64 %	203 067	447 309 814	8,06
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	178,90	2,00 %	78,90 %	24 633	214 311 270	38,69
BRVM - INDUSTRIELS	6	133,24	1,54 %	33,24 %	48 734	212 303 085	5,28
BRVM - ENERGIE	4	111,84	0,70 %	11,84 %	19 420	52 280 340	14,12
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	112,08	-0,16 %	12,08 %	1 256	3 685 010	10,10

Cemac

Monnaie sonnante 'Type 2024' 35 % en circulation

En avril 2025, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a débuté la dissémination de nouvelles pièces de monnaie en zone Cemac. Une initiative visant, entre autres, à lutter contre la pénurie enregistrée dans la communauté. A ce jour, le taux de dissémination est de 35%, a récemment fait savoir, le gouverneur de l'institution bancaire sous-régionale, Yvon Sana Bangui.

Après trois mois d'injection et de dissémination des nouvelles pièces de monnaie nommées «Type 2024» se composant de neuf (9) dénominations, dans les économies de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), le gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEEAC), Yvon Sana Bangui, a récemment clamé son satisfecit quant au taux de dissémination de ces moyens de paiement métalliques.

Au 30 juin dernier,

s'exprimant à l'issue du Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale, le premier responsable de cette institution financière relevait un taux de dissémination de 35%. «Je pense que le nouveau de dissémination est satisfaisant», a-t-il indiqué, ajoutant que le rythme d'introduction de ces pièces sur les marchés de la Cemac va se poursuivre.

Alors qu'à Libreville, par exemple, ces nouvelles pièces de type 2024 ne sont que peu perceptibles, sinon encore rares dans les



échanges, continuant de ce fait à entretenir la rareté et la pénurie de jetons, le gouverneur de la BEAC indiqué que ces pièces circulent beaucoup plus du côté des grandes surfaces, des pharmacies, des banques. Pour lui, «les pièces sont disponibles et en quantité industrielle».

A l'épreuve des faits, les commerçants de la capitale gabonaise estiment, eux, que «les pièces de monnaie sont encore très rares». «Même si le gouverneur dit

ce qu'il dit, nous qui sommes sur le terrain connaissons nos réalités. Les pièces de monnaie anciennes comme nouvelles sont encore très rares», a indiqué un taximan. Quoiqu'il en soit, pour Yvon Sana Bangui le stock est disponible pour renforcer le flot de liquidité dans la sous-région. Il est donc question d'en 'inonder' la région, les pièces ayant été distribuées dans les 6 pays et dans toutes les provinces.

Les nouvelles pièces sont supposées en effet mettre un

terme à la pénurie de jetons observée dans les pays de la Cemac. La sécurité a été renforcée au niveau des alliages, de la résistance et de la durabilité. En plus de l'introduction de la pièce de 200 francs CFA qui est l'innovation phare, on note que cette monnaie est moins coûteuse par rapport aux précédentes pièces dont une pièce de 100 francs CFA coûte entre 650 et 950 francs CFA sur le marché.

Les nouvelles pièces allient sécurité renforcée, durabilité environnementale et design distinctif. La BEAC compte injecter, chaque année, 500 millions de francs en pièces dans les économies de la sous-région pour atteindre 3 milliards en 2030.

Gabonreview.com

Pétrole

L'OPEP+ décide d'une nouvelle hausse de sa production de 548 000 barils/jour en août

La décision de l'OPEP+, annoncée ce week-end, d'augmenter sa production de 548 000 barils par jour dès le mois prochain, marque un revirement majeur dans l'histoire récente du cartel élargi. Après plusieurs années de discipline budgétaire, de réductions volontaires et de gestion fine de l'offre, le groupe piloté par l'Arabie saoudite et la Russie ouvre à nouveau les vannes, avec l'ambition de reprendre le contrôle du marché mondial du brut face aux producteurs de schiste américains et aux incertitudes économiques globales.

Cette décision intervient alors que le président américain Donald Trump a renouvelé ses appels à la baisse des prix du carburant, dans un contexte électoral où la question du coût de l'énergie devient stratégique. Mais cette manœuvre, si elle répond à une conjoncture politique immédiate, soulève de profondes inquiétudes sur l'équilibre du marché pétrolier mondial, notamment à moyen terme.

Le spectre d'une offre excédentaire refait surface
La réaction du marché ne s'est pas fait attendre, le

Brent a chuté de 1,6% avant de remonter légèrement pour s'établir autour de 68 dollars le baril, tandis que le WTI frôlait les 66 dollars. En toile de fond, deux signaux contradictoires : un optimisme apparent lié à la demande estivale d'un côté, et des fondamentaux structurellement fragiles de l'autre.

Les hausses de production décidées pour mai, juin et juillet (+411 000 barils/jour chaque mois), déjà trois fois plus rapides que prévu, avaient préparé le terrain. Mais l'annonce d'une hausse plus importante pour août, suivie potentiellement d'une

autre augmentation de même ampleur en septembre, achève de convaincre les analystes d'un risque croissant de surabondance, notamment à l'approche de l'automne, période historiquement marquée par une demande en recul.

«L'OPEP+ profite clairement de la fenêtre d'opportunité actuelle, mais les risques de correction sont réels à partir de septembre», un analyste matières premières.

Une stratégie motivée par le besoin de reconquête des parts de marché

Derrière cette brusque accélération de la production, se cache une logique de reconquête commerciale. L'Arabie saoudite, en particulier, cherche à regagner les parts de marché perdues au profit des producteurs américains de pétrole non conventionnel, notamment depuis la fin de la crise énergétique post-Covid. Le revirement est aussi politique. L'OPEP+ ne veut

plus être l'unique «tampon de prix» du marché mondial, et accepte désormais d'encaisser des prix plus bas en échange d'une plus grande part dans les volumes vendus. Cette approche, très proche des logiques commerciales classiques, marque une rupture avec le paradigme du soutien des cours à tout prix.

Source : FMI

Si l'Arabie saoudite et ses partenaires de l'OPEP+ ont officiellement justifié leur décision par des fondamentaux «sains» et une demande «robuste» en période estivale, beaucoup y voient une réponse diplomatique directe à Washington.

En parallèle, Riyad a augmenté le prix de son brut à destination de l'Asie, ce qui témoigne paradoxalement d'une certaine confiance dans la capacité du marché à absorber l'offre supplémentaire. Mais cette confiance pourrait être de courte durée si les prix du brut se replient durablement sous

les 65 dollars le baril, un seuil jugé critique pour l'équilibre budgétaire de plusieurs pays membres de l'OPEP.

Vers un retour du pétrole à 60 dollars ?

La prochaine réunion de l'OPEP+, prévue pour le 3 août, devrait statuer sur une nouvelle hausse potentielle de 548 000 barils/jour en septembre, ce qui finirait de neutraliser les réductions de 2,2 millions de barils décidées en 2023. Ce calendrier pourrait cependant s'avérer trop ambitieux, si la demande mondiale se tasse ou si les stocks commerciaux continuent d'augmenter au rythme actuel (+1 million de barils par jour selon l'Agence internationale de l'énergie). Les analystes les plus prudents anticipent désormais un retour du Brent vers les 63-65 dollars, en l'absence de rebond clair de la consommation en Chine et en Europe. D'autres estiment que le levier diplomatique américain et les incertitudes géopolitiques pourraient raviver une volatilité durable.

Sikafinance.com

Campagne électorale à Aného

Forte mobilisation autour des candidats UNIR aux élections municipales

(TOGODAILYNEWS) – La campagne électorale en vue des élections municipales du 17 juillet se poursuit avec une intensité palpable à Aného. Samedi dernier, le parti Union pour la République (UNIR) a rassemblé des milliers de militants et sympathisants dans une ambiance festive et engagée, confirmant ainsi sa position de force au sein de la commune.

L'événement, marqué par la présence de figures emblématiques du parti, a été coanimé par la militante de renom et acteur local, Jean-Marie Tessi, qui représente un symbole d'engagement et de proximité. Le maire sortant, Me Alexis Aquereburu, également tête de liste de la commune des Lacs 1, a pris la parole pour souligner les réalisations passées et la vision d'avenir du parti, mettant en avant un programme de société qui combine continuité et

innovation.

Sandra Johnson, militante active du parti et fervente défenseuse des droits des femmes, a partagé sur ses réseaux sociaux : « Hier, nous dans un esprit de consolidation eu des échanges riches et fraternels avec les femmes bénéficiaires de divers projets réalisés ces cinq dernières années par le gouvernement et la municipalité ».

Dans la commune des Lacs 1, la compétition est vive avec cinq listes de différents partis politiques et de



groupes d'indépendants en lice pour les 11 sièges de conseillers municipaux à pourvoir. UNIR, forte de son expérience et de l'expertise de ses membres, espère répondre aux aspirations des citoyens et consolider ses réalisations sur le terrain. À l'approche du scrutin, le

parti s'efforce de convaincre les électeurs de la pertinence de son programme et de sa capacité à conduire des projets concrets pour le développement local. Avec une mobilisation sans précédent et un engagement manifeste de ses membres, UNIR se positionne comme

un acteur incontournable des élections municipales à venir à Aného. Le succès de cette campagne dépendra non seulement de la fidélité de ses sympathisants, mais aussi de la capacité à toucher de nouveaux électeurs, pour assurer un avenir prospère à la commune.

Événements sociopolitiques de Juin

L'Assemblée nationale reçoit un rapport d'étape de la CNDH

(TOGODAILYNEWS) – Le Président de l'Assemblée nationale, Son Excellence Monsieur Kodjo Sevontépé ADEDZE, a accordé, ce lundi 07 juillet 2025, une audience au bureau exécutif de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), conduit par son président, Me Kwao Ohini SANVEE, au siège de la représentation nationale.

La rencontre a porté sur la remise officielle d'un rapport d'étape relatif aux événements sociopolitiques survenus au Togo les 6-26-27 et 28 juin 2025, à la suite d'une saisine de l'Assemblée nationale. Elle s'inscrit dans le cadre de l'engagement formel de l'Assemblée nationale à faire la lumière sur les incidents ayant marqué le mois de juin. En réponse à cette saisine officielle, la CNDH a procédé à une analyse approfondie et documentée des faits.

« La CNDH, conformément à son mandat, suit avec la plus grande attention

cette situation et travaille à cet effet. C'est dans cette perspective, que nous avons remis officiellement un rapport d'étape sur ce qui a été constaté, avec, surtout, des recommandations adressées à Monsieur le Président de l'Assemblée nationale. La CNDH s'engage à continuer de travailler avec détermination, professionnalisme sur les allégations de violation des droits de l'homme, afin que la lumière soit faite sur les cas avérés et que la loi prévale. », a déclaré le président de la CNDH à la sortie de l'audience.



En effet, selon les dispositions de l'article 83, alinéas 3 et 4, de la Constitution du 6 mai 2024, la CNDH « assure un rôle de conseil et de proposition auprès du gouvernement et du Parlement dans le domaine des droits de l'homme, du droit, de l'action humanitaire

et du respect des garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques. Elle peut appeler publiquement l'attention du Parlement et du gouvernement sur les mesures qui lui paraissent de nature à favoriser la protection et la promotion

des droits de l'homme ».

À la fin de l'audience, le Président de l'Assemblée nationale a réitéré « la volonté de l'Assemblée nationale d'assumer pleinement son rôle constitutionnel dans le contrôle de l'action du gouvernement ». Il a précisé que le contenu du rapport sera étudié minutieusement par les commissions parlementaires compétentes, en vue de prendre les mesures nécessaires et de formuler des recommandations appropriées.

Cet engagement illustre les efforts continus des plus hautes autorités togolaises à promouvoir la transparence sur ces événements et à situer les responsabilités, dans l'objectif de préserver la cohésion nationale et la paix sociale.



BIG BOSS Pils

Toujours un coup d'avance !

POU EST DANGEREUX POUR LA SANTE, A BOIRE AVEC MODERATION



18

600^{F*}
FCFA
BOUTEILLE

65cl



BB LOMÉ S.A.
LE LABEL QUALITE

www.bbblome.com



*Prix de vente détail conseillé